

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET DE LA RECHERCHE**

ACADÉMIE DE STRASBOURG

**CENTRE RÉGIONAL DES ŒUVRES
UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES**
1, quai du Maire Dietrich – BP 50168
67004 STRASBOURG Cedex
☎ 03 88 21 28 00



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Objet de l'appel public à la concurrence :

Entretien des espaces verts des sites gérés par le Crous de Strasbourg.

Accord-cadre n°25 004

Accord-cadre à bons de commande passé en procédure formalisée, en application des articles L2124-1, L2124-2, L2125-1 1° et des articles R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande Publique.

ABREVIATIONS UTILISEES

C.C.P. : Cahier des Clauses Particulières ;

C.C.A.G-FCS : Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;

Crous : Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires.

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR | 3 |
| ARTICLE 2 - GENERALITES | 3 |
| ARTICLE 3 – PROCEDURE ET FORME DE LA CONSULTATION | 7 |
| ARTICLE 4 – CLAUSE SOCIALE..... | 7 |
| ARTICLE 5 – DUREE DE L’ACCORD CADRE..... | 9 |
| ARTICLE 6 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE | 9 |
| ARTICLE 7 – MODALITES DE COMMANDES ET D’INTERVENTION, DELAI D’EXECUTION .. | 10 |
| ARTICLE 8- SUIVI DES PRESTATIONS - VERIFICATION - ADMISSION | 12 |
| ARTICLE 9 – PRIX | 14 |
| ARTICLE 10– PAIEMENT DE L’ACCORD-CADRE | 16 |
| ARTICLE 11 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE | 17 |
| ARTICLE 12 – PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT..... | 18 |
| ARTICLE 13 – AVANCE/ ACOMPTE | 18 |
| ARTICLE 14 – MODIFICATION ET CLAUSE DE REEXAMEN | 19 |
| ARTICLE 15 – PENALITES | 20 |
| ARTICLE 16 – PERTE D’EXCLUSIVITE..... | 21 |
| ARTICLE 17 – CESSION DE CREANCE ET NANTISSEMENT | 21 |
| ARTICLE 18 – ASSURANCE - RESPONSABILITES | 21 |
| ARTICLE 19 - RESILIATION – LITIGE | 22 |
| ARTICLE 20 – OBLIGATION DES PARTIES | 22 |
| ARTICLE 21 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX | 24 |

ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR

Le Pouvoir adjudicateur est le :

Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (Crous) de Strasbourg
1 quai du Maire Dietrich CS 50 168
67 004 Strasbourg Cedex
Tél. : 03 88 21 28 00

Représentante du Pouvoir adjudicateur : Madame Sophie ROUSSEL, Directrice Générale du Crous de Strasbourg.

ARTICLE 2 - GENERALITES

2.1 - Objet de la prestation

La présente consultation a pour objet l'attribution d'un accord-cadre pour des prestations d'entretien des espaces verts des sites du Bas-Rhin et du Haut-Rhin gérés par le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (Crous) de Strasbourg.

2.2 - Lieux d'exécution

Le présent accord-cadre s'exécute sur les différents sites du Crous de Strasbourg y compris son antenne locale, le Clous de Mulhouse :

- Cités Universitaires Alfred Weiss 1 et 2
- Résidence pour Alternants, résidence les Héliotropes et le Restaurant Universitaire d'Illkirch
- Cité Universitaire de la Robertsau
- Services centraux /cité Universitaire Gallia
- Résidence Les Hauts de l'Illberg
- Résidence Master et Doctorat
- Résidence Katia et Maurice Kraft
- Restaurant Universitaire de Mulhouse
- Restaurant Universitaire de Colmar

La liste des sites d'exécution avec les adresses figure en annexe n°1 au CCTP.

Une clause de réexamen est prévue à l'article 13 du présent C.C.A.P afin qu'en cours d'exécution du présent accord-cadre, des sites soient ajoutés ou retirés à la demande du pouvoir adjudicateur, en fonction d'ouverture et/ou de fermeture de structure. L'ajout ou le retrait d'un site se fera par avenant émis par le Crous de Strasbourg.

L'avenant pour l'ajout d'un site sera fait par le Crous de Strasbourg après réception et validation du devis du titulaire.

2.3 - Catégorie de prestations

Il s'agit d'un accord-cadre de services ayant pour objet l'entretien des espaces verts des sites gérés par le Crous de Strasbourg

La nomenclature, classification CPV (Vocabulaire Commun des marchés publics) est la suivante :
77310000-6 : Réalisation et entretien d'espaces verts

2.4 - Allotissement et Variantes

Conformément à l'article L2113-10 du Code de la Commande Publique, le présent accord-cadre est décomposé en 5 lots, de la façon suivante :

- ✓ Lot n°1 : Entretien des pelouses et des haies des sites du Bas-Rhin
- ✓ Lot n°2 : Elagage et abattage pour les sites du Bas-Rhin
- ✓ Lot n°3 : Entretien des pelouses et des haies des sites de Mulhouse
- ✓ Lot n°4 : Elagage et abattage pour les sites de Mulhouse
- ✓ Lot n°5 : Entretien des pelouses et des haies du Resto'U de Colmar

Chaque lot est réputé indivisible.

Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots. Ils sont susceptibles d'être retenus pour un ou plusieurs lots.

Il n'est pas prévu de tranches.

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.5 - Cotraitance

Le candidat a la possibilité de présenter sa candidature seul ou sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire conformément aux dispositions des articles R2142-19 à R2142-20 du Code de la Commande Publique.

Par conséquent, plusieurs entreprises peuvent se réunir pour présenter une offre, en vue d'obtenir le présent accord-cadre.

- En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des opérateurs du groupement dans les obligations contractuelles issues du présent accord-cadre, notamment en ce qui concerne l'exécution des prestations à l'égard du Pouvoir adjudicateur jusqu'à l'achèvement des prestations exécutées dans le cadre du présent accord-cadre. Un mandataire sera expressément désigné dans l'acte d'engagement et représentera l'ensemble des entrepreneurs.
- En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre et doit pallier à une éventuelle défaillance de ses partenaires. Un mandataire sera expressément désigné dans l'acte d'engagement et représente l'ensemble des entrepreneurs.

Attention : Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

En cas de groupement, la répartition des prestations entre les différents cotraitants sera clairement indiquée dans le dossier d'offre.

Pour les lots réservés (lots 1 et 3) le groupement doit être composé uniquement d'opérateurs économiques qui emploient des travailleurs handicapés ou défavorisés conformément aux dispositions des articles L2113-12 à L2113-14 du Code de la commande publiques.

2.6 - Sous-traitance

Le candidat a la possibilité de recourir à la sous-traitance pour l'exécution d'une partie seulement des prestations du marché conformément aux dispositions des articles L2193-1 à L2193-3 du Code de la commande publique.

Les prestations effectuées par des sous-traitants seront placées sous la responsabilité exclusive du titulaire du marché.

Ce recours à la sous-traitance est conditionné à l'acceptation expresse par le pouvoir adjudicateur du sous-traitant ainsi qu'à l'agrément donné à ses conditions de paiement. La présentation du ou des sous-traitants peut être faite :

- Soit lors de la remise de l'offre par le soumissionnaire,
- Soit lors de l'exécution du marché par le titulaire.

Dans tous les cas, les documents à fournir pour l'acceptation de la sous-traitance sont les mêmes. Le titulaire du marché devra donc transmettre au pouvoir adjudicateur une déclaration pour chaque sous-traitant mentionnant :

- Toutes les informations nécessaires à l'identification du sous-traitant (nom commercial, dénomination sociale, coordonnées et numéro SIRET),
- La nature des prestations que le titulaire du marché prévoit de lui confier,
- Les conditions de paiement telles qu'elles sont prévues dans le contrat de sous-traitance envisagé.
- Le titulaire du marché pourra utiliser les formulaires ATTRI2 et DC4 prévu à cet effet.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la Commande Publique ;

une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Si l'acceptation à la sous-traitance d'un ou plusieurs sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance ne résultent pas de l'acceptation de la déclaration annexée à l'acte d'engagement, ils seront constatés conformément aux articles R2193-3 à R2193-4 du Code de la commande publique par une déclaration spéciale contenant les renseignements mentionnés aux articles R.2193-1 du Code de la commande publique.

En cas de sous-traitance non autorisée, l'entrepreneur encourt la résiliation du marché, conformément aux dispositions de l'article 41 du C.C.A.G-FCS. Dans l'hypothèse où il n'aurait pas été soumis à l'agrément et à l'acceptation du pouvoir adjudicateur, le sous-traitant ne pourra pas être protégé par les dispositions de la loi du 31 décembre 1975, notamment en matière de

paiement direct. A défaut, les prestations supplémentaires effectuées par le sous-traitant ne feront l'objet d'aucun paiement. Est ainsi inopposable au pouvoir adjudicateur tout contrat conclu entre le titulaire et un sous-traitant non agréé et toute acceptation d'un sous-traitant intervenant en dehors des conditions précitées.

2.7 - Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Conformément à l'article 6 du C.C.A.G FCS, le titulaire ainsi que son ou ses fournisseur(s) et sous-traitant(s) éventuels s'assurent du respect de la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, des conditions de travail et de sécurité décrites dans les huit conventions fondamentales de l'OIT (travail des enfants, âge minimum, travail forcé, etc...) dans le cadre de l'exécution du marché.

2.8 - Emploi de la langue française

Toutes les correspondances, visites, réunions et discussions relatives au dit marché se déroulent en langue française.

Ainsi, conformément aux articles R2143-16 et R2151-12 du Code de la Commande Publique, tous les documents de l'offre ainsi que de la candidature rédigés dans une autre langue, devront obligatoirement faire l'objet d'une traduction en français.

2.9 - Modifications portant sur la situation juridique ou économique de la société titulaire

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire est tenu de communiquer par mail au Service des Achats et Marchés du Crous de Strasbourg à l'adresse suivante :

achat@crous-strasbourg.fr, tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé de compte bancaire ou postal sur lequel sont effectués les règlements des sommes dues au titre de l'exécution du présent marché.

Si le titulaire ne se conforme pas à cette disposition, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable des éventuels retards de règlement de la facture.

2.10 – Représentation des parties

2.10.1 – Représentation du pouvoir adjudicateur

Dès la notification, le pouvoir adjudicateur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

2.10.2 – Représentation du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'acheteur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu, sans délai, de communiquer toute modification des interlocuteurs désignés.

2.10.3 – Remplacement des intervenants

Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances. Il est responsable de la qualification et du choix de sa main d'œuvre, la qualification de tout personnel intervenant sur le site devant pouvoir être vérifiée par le pouvoir adjudicateur et les services bénéficiaires.

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation du pouvoir adjudicateur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai de quinze jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée, son remplacement s'effectue dans les conditions prévues à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

ARTICLE 3 – PROCEDURE ET FORME DE LA CONSULTATION

La présente consultation en vue de l'attribution de l'accord-cadre à bon de commandes, à un seul titulaire ; candidat unique ou groupement, est lancé selon une procédure formalisée en appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles L2124-1, R2124-1 et R2124-2 du Code de la Commande publique.

Conformément à l'article L2125-1 1°, le présent marché est un accord-cadre exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commandes dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande publique.

ARTICLE 4 – CLAUSE SOCIALE

Afin de favoriser l'insertion professionnelle des publics en difficulté, il est fait application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique par le biais d'une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique s'appliquant aux lots suivants du présent accord-cadre :

- ✓ Lot n°1
- ✓ Lot n°3

Objectif :

Le titulaire s'engage à réaliser au minimum 15% des heures annuelles en heures d'insertion. La preuve de la mise en œuvre de cette obligation d'insertion sera apportée par la revue semestrielle d'activité à fournir au pouvoir adjudicateur.

Ainsi, les lots susmentionnés sont des lots réservés aux opérateurs économiques qui emploient des travailleurs handicapés et/ou défavorisés conformément aux dispositions des articles L2113-12 à L2113-14 du Code de la commande publiques. Les entreprises soumissionnant à ces lots devront faire partie de l'une des catégories suivantes :

- Être des entreprises adaptées telles que mentionnées à l'article L. 5213-13 du code du travail ou des établissements et services d'aide par le travail telles que mentionnés à l'article L. 344-2 du code de l'action sociale et des familles ou encore des structures équivalentes, dès lors qu'elles emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs handicapés qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales.
- Être des structures d'insertion par l'activité économique mentionnées à l'article L. 5132-4 du code du travail ou des structures équivalentes, lorsqu'elles emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs défavorisés.

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi durable de personnes qui rencontrent des difficultés d'insertion professionnelle et qui se trouvent notamment dans l'une des situations suivantes :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée sans activité ou en activité partielle.
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans éloignés de l'emploi.
- Les bénéficiaires des dispositifs et prestations de solidarité (RSA, AAH, ASI, ASS etc.) en recherche d'emploi.
- Les personnes reconnues travailleurs handicapés, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi.
- Les jeunes de moins de 26 ans :
 - o sortis sans qualification à l'issue de leur scolarité ;
 - o ou sans expérience professionnelle et sans emploi depuis plus de 6 mois.
- Les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE, régies de quartier ou de territoire agréées) ou dans le secteur du travail protégé et adapté (EA, ESAT).
- Les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE), les Ecoles de la deuxième Chance (E2C), ainsi que les personnes en parcours d'insertion au sein des GEIQ.
- Les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.
- Ou, plus généralement, les personnes rencontrant des difficultés particulières pouvant, sur avis des acteurs de l'emploi être considérées comme relevant des publics éligibles.

L'action d'insertion professionnelle peut être mise en œuvre par le titulaire selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

- **Par une embauche directe par l'entreprise titulaire du marché :**
L'entreprise peut recruter des personnes en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) ;
- **Par la mise à disposition de salariés en insertion :**
L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire (ETT), d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'une entreprise adaptée de travail temporaire (EATT) d'une association intermédiaire ou d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- **Par le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec des structures spécialisées :**
Le titulaire peut sous-traiter ou co-traiter des prestations, en lien avec l'objet du marché, à une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) une entreprise adaptée (EA) ou un établissement et service d'aide par le travail (ESAT).

ARTICLE 5 – DUREE DE L'ACCORD CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un an à compter du 02 juin 2025.

Il est reconductible trois fois, par période d'un an, par décision tacite du pouvoir adjudicateur.

En effet, au regard des dispositions de l'article R2112-4 du Code de la Commande Publique, la reconduction est tacite et le titulaire du marché ne peut pas la refuser.

En cas de non-reconduction, le Pouvoir adjudicateur en informera le titulaire, au moins deux mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre (date de notification) par un courrier recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 6 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

6.1 - Pièces contractuelles particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (formulaire ATTRI 1) dont un par lot,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et ses annexes n°1 et n°2 :
 - Annexe n°1 : Liste des sites d'intervention
 - Annexe n°2 : Fiche d'intervention
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) par lot,
- Le mémoire technique établi par le titulaire,
- Les fiches d'interventions émises en cours d'exécution
- Les avenants réalisés en cours d'exécution

Les documents originaux conservés par l'administration font seuls foi. Le titulaire s'engage à exécuter l'accord-cadre conformément aux dits documents.

Toute modification unilatérale du titulaire au cours de la consultation de l'un des documents susmentionnés est réputée non-écrite.

Attention : Le DQE (Détail Quantitatif Estimatif) est un document non contractuel, destiné uniquement à permettre la comparaison des prix en fonction des besoins estimatifs sur une année d'exécution.

6.2 - Pièces contractuelles générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté ministériel du 30 mars 2021. Il s'applique en complémentarité des autres pièces de l'accord-cadre.
En cas de contradiction entre d'une part le CCAG et d'autre part les autres pièces de l'accord-cadre, seules ces dernières prévaudront,
- Le Code de la commande publique et ses annexes.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature du présent accord-cadre. Ces documents ne sont pas joints au dossier, mais ils sont supposés être parfaitement connus du candidat.

ARTICLE 7 – MODALITES DE COMMANDES ET D'INTERVENTION, DELAI D'EXECUTION**7.1 – Modalités de commande et montants maximums**

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande, émis au fur et à mesure de la survenance des besoins. Les bons de commande respectant les prestations décrites dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) par lot seront notifiés par le Crous de Strasbourg par courrier électronique.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum pour chaque lot en valeur indiquée ci-dessous :

| N° Lot | Intitulé des lots | Minimum (EUR HT) / Maximum (EUR HT) sur la durée totale de l'accord-cadre (reconductions comprises) |
|--------|---|---|
| 1 | Entretien des pelouses et des haies des sites du Bas-Rhin | Sans minimum / Avec un maximum de 230 000 € HT |
| 2 | Elagage et abattage pour les sites du Bas-Rhin | Sans minimum / Avec un maximum de 50 000 € HT |
| 3 | Entretien des pelouses et des haies des sites de Mulhouse | Sans minimum / Avec un maximum de 70 000 € HT |
| 4 | Elagage et abattage pour les sites de Mulhouse | Sans minimum / Avec un maximum de 30 000 € HT |
| 5 | Entretien des pelouses et des haies du Resto'U de Colmar | Sans minimum / Avec un maximum de 50 000 € HT |

Les bons de commande comporteront les mentions obligatoires suivantes :

- La référence de l'accord-cadre n°25 004 et le numéro du lot,
- La date et le numéro du bon de commande,
- Le nom et l'adresse du site d'intervention concerné et le nom du responsable de la commande, le lieu de l'intervention,
- La désignation et le nombre de prestations,
- L'adresse de facturation,
- Les prix unitaires et totaux HT,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Les prix unitaires et totaux TTC.

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont les directeurs des sites d'intervention dont les noms et les coordonnées seront communiqués au(x) titulaire(x).

7.2 – Délais d'exécution

L'exécution des prestations débute à la date fixée dans le bon de commande. Les délais d'exécution convenus couvrent la préparation, la réalisation et l'achèvement de toutes les prestations prévues incombant aux titulaires. Le non-respect des délais d'exécution expose le titulaire à l'application de pénalités de retard.

Conformément à l'article R2162-5 du Code de la Commande Publique, les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande peuvent s'exécuter jusqu'à six (6) mois après la fin de l'accord-cadre, à condition d'avoir été émis avant son terme.

7.2.1 – Prolongation du délai d'exécution

Lorsque le titulaire de l'accord-cadre est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit expressément demander un report de délai auprès du pouvoir adjudicateur en exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé.

En cas de refus motivé du pouvoir adjudicateur, il est fait application des pénalités prévues.

7.3 – Modification et annulation du bon de commande

Dans les conditions indiquées ci-après, un bon de commande peut être modifié ou annulé par le service bénéficiaire, totalement ou partiellement, par tout moyen permettant d'attester la date de réception :

- Si un litige imputable au titulaire, tel que le non-respect du délai contractuel d'exécution est à l'origine de la modification ou de l'annulation d'un bon de commande, le bon de commande est modifié ou annulé sans indemnités ou tous autres frais ;
- Si la modification ou l'annulation d'un bon de commande est à l'initiative du service bénéficiaire, sans faute du titulaire, les frais qui en découlent sont à la charge du pouvoir adjudicateur sur présentation justifiée par le titulaire des frais réellement engagés en vue de la réalisation des prestations annulées.

La modification ou l'annulation du bon de commande à l'initiative du pouvoir adjudicateur sans faute du titulaire, prend effet à la date précisée dans la décision notifiée au titulaire. Cette date d'effet ne peut être inférieure à cinq (5) jours à compter de la réception par le titulaire de ladite décision.

7.4 – Suspension du bon de commande

Lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du C.C.A.G-F.C.S 2021.

7.5 – Accès, consignes

Le titulaire est réputé connaître les sites d'intervention, les ayant visités au préalable.

Le directeur de site ou son représentant prend rendez-vous auprès du titulaire de l'accord-cadre pour convenir de la date et d'un horaire d'intervention. Il confirme sa demande d'intervention par l'envoi d'un bon de commande.

Le personnel du titulaire est tenu de respecter les plages horaires définies avec le directeur du site ou son représentant.

L'accès au site en-dehors des plages horaires pourra être refusé au titulaire sans qu'aucune indemnité ne puisse lui être allouée.

Le titulaire veille à ce que son personnel adopte une tenue et un comportement irréprochables. Il met à sa disposition les équipements de protection individuelle adéquats requis par la législation du travail en vigueur ainsi qu'un dispositif d'identification de son entreprise. Le personnel du titulaire doit être en possession des certificats nécessaires et tout autre document conformes à la législation en vigueur.

A son arrivée sur le site d'intervention, le personnel du titulaire devra se présenter au directeur de site ou à son représentant ou à l'agent d'accueil de service. Un agent de maintenance du Crous ayant une bonne connaissance des lieux et des installations sera mis à la disposition du titulaire pour :

- Le guider,
- Lui faciliter les accès aux différents lieux d'intervention,
- L'informer des incidents éventuels qui sont survenus et lui procurer les facilités nécessaires à la bonne exécution de sa mission.

Le titulaire doit exécuter ses prestations sans gêner le bon fonctionnement du site.

ARTICLE 8- SUIVI DES PRESTATIONS - VERIFICATION - ADMISSION

8.1 – Réunion de démarrage

Le pouvoir adjudicateur organise une réunion de démarrage au minimum 10 jours avant le début d'exécution des prestations de l'accord-cadre en présence du titulaire et des services bénéficiaires.

La réunion a pour but de :

- Présenter l'organisation du projet ;
- S'assurer de la bonne compréhension mutuelle des prestations à exécuter ;
- Rappeler la nature des livrables et le planning associé (mise en œuvre pratique des dispositions stipulées dans l'accord-cadre) ;
- Rappeler le processus de validation / acceptation des livrables ;
- Identifier les différents interlocuteurs, préciser l'identité des responsables de site et préciser les modes de communication
- Vérifier la conformité des données renseignées dans les fiches de recensement de besoins (BPU), et le cas échéant, d'y apporter les modifications nécessaires ;
- Prendre connaissance des éventuelles spécificités des sites ;
- Préciser à l'entité bénéficiaire le planning prévisionnel annuel d'intervention ;

Cette réunion peut être organisée en présentiel dans les locaux du Crous ou à défaut à distance en visio-conférence.

8.2 – Réunion de suivi

Des réunions semestrielles pourront être prévues avec le titulaire de l'accord-cadre, le cas échéant. La tenue de ces réunions semestrielle est laissée à la libre appréciation du Crous de Strasbourg qui en informera le titulaire au minimum un mois avant la tenue de ladite réunion. Ces réunions peuvent être organisées en présentiel dans les locaux du Crous ou à défaut à distance en visio-conférence.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur une revue semestrielle d'activité comprenant l'ensemble des indicateurs et informations nécessaires, notamment sur le respect des obligations d'insertion, au plus tard cinq jours ouvrables en amont de la réunion.

A l'issue de chaque réunion semestrielle, le titulaire produit un compte-rendu et le transmet au pouvoir adjudicateur, au plus tard cinq jours ouvrables après la réunion.

Sur demande, le titulaire établit un plan d'action sur la base des problématiques soulevées lors de la réunion et assure son suivi jusqu'à son entière réalisation.

8.3 – Suivi d'exécution des prestations

A l'issue de chaque intervention, le titulaire rendra immédiatement compte au directeur de site ou à son représentant.

Le titulaire remplira la fiche d'intervention qui devra systématiquement être établie en deux exemplaires. Ces deux exemplaires sont signés par le représentant du Crous de Strasbourg et le titulaire, un exemplaire est remis directement au représentant du Crous de Strasbourg.

Le représentant du pouvoir adjudicateur aura alors 72h maximum pour émettre ses remarques par écrit et pour constater de la bonne exécution des prestations telles que définies par le C.C.T.P et le présent C.C.A.P et par le mémoire technique du titulaire.

Sur cette fiche d'intervention sont mentionnés :

- La référence de l'accord-cadre n°25 004 et du numéro de lot,
- Le lieu d'intervention, la date d'intervention, l'heure de début et de fin d'intervention,
- La description des prestations effectuées (tonte de pelouse, taille des haies, abattage d'arbre par démontage y compris évacuation, fraisage de souche y compris évacuation et remise en état...),
- Le nom de la société et le nom et la signature de l'agent d'entretien des espaces verts,
- Les observations éventuelles de l'agent d'entretien des espaces verts,
- Le nom et la signature du représentant du Crous de Strasbourg,
- Les observations éventuelles du représentant du Crous de Strasbourg.

Attention : Le Crous de Strasbourg règle le paiement de l'accord-cadre sur la base du service fait. La fiche d'intervention atteste de la réalisation des prestations.

Sans remise de la fiche d'intervention au directeur de site ou à son représentant, le Crous de Strasbourg bloquera le paiement des factures jusqu'à preuve du service fait.

8.4 – Contrôle des prestations

Le pouvoir adjudicateur a à tout moment la possibilité d'effectuer les vérifications quantitatives et qualitatives et de contrôler les conditions d'exécution des prestations, à quelque stade que ce soit et par tous les moyens jugés utiles, et par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS sans avoir à en référer au titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier à une ou à plusieurs sociétés spécialisées, toutes missions complémentaires d'audit et de contrôle des prestations. Dans ce cadre, le titulaire mettra à la disposition des auditeurs extérieurs, toutes les informations (y compris les autocontrôles du titulaire) et les moyens en personnel et matériel nécessaires à l'accomplissement de leurs missions de contrôle et de vérification qualitative des prestations.

8.5 – Admission des prestations

A l'issue des opérations de vérification, le service bénéficiaire prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

Cette vérification peut faire l'objet d'un écrit signé et précisant le cas échéant les réserves constatées (cf. modèle de formulaire EXE3).

Par application de l'article 30.2.1 du CCAG-FCS en cas d'ajournement, ou de rejet des prestations, le titulaire est tenu de reprogrammer sous quinze (15) jours ouvrés une intervention afin de réaliser des prestations conformes. Si toutefois, les prestations n'étaient toujours pas conformes, l'administration se réserve le droit de les faire assurer par un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 9 – PRIX

9.1 - Détermination des prix

Les prestations sont décrites dans le Bordereau des Prix Unitaires par lot.

Les prix faisant l'objet de l'accord-cadre sont des prix unitaires appliqués aux quantités réellement exécutées. Ils sont indiqués sur le Bordereau des Prix Unitaires par lot dûment complété.

Conformément à l'article 10.1.3. du C.C.A.G. F.C.S., les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations: la main d'œuvre, l'outillage et les engins nécessaires, les produits, le coût d'élimination des déchets, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation supplémentaire n'est à fournir par le pouvoir adjudicateur.

9.2 - Révision des prix

Par dérogation à l'article 10.2.2 du C.C.A.G-FCS, les prix de l'accord-cadre sont révisables selon les modalités fixées ci-après. Le prix est ferme pour la première année contractuelle.

L'indice de référence est le suivant :

Index divers de la construction - EV4 - Travaux d'entretien d'espaces verts - Base 2010
Identifiant 001711017

La demande de révision se fait à la seule initiative du titulaire de l'accord-cadre qui doit en faire la demande expresse lors de la parution de l'indice et en informer le Service des Achats et Marchés du Crous par mail à l'adresse suivante : achat@crous-strasbourg.fr

Le titulaire s'engage ainsi à faire parvenir au Crous de Strasbourg ses prix révisés en rappelant la formule et les indices appliqués.

Les prix sont révisables à la hausse comme à la baisse, par application de la formule suivante :

| |
|--------------------------------------|
| $P_n = P_0[0.15 + 0.85 (EV4/EV4_0)]$ |
|--------------------------------------|

P : Prix révisé ;

P₀ : prix indiqué et réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro (Mo) de réception des offres ;

EV4₀ : Indice Travaux d'entretien d'espaces verts au mois de remise des offres ;

EV4 : Indice Travaux d'entretien d'espaces verts au mois de demande de révision (dernier indice connu).

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Les prix comprendront deux décimales. Les arrondis sont traités de la façon suivante :

- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Clause de sauvegarde :

En cas de désaccord, le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre sans indemnité pour le titulaire lorsque l'application des révisions entraîne une augmentation des prix supérieure à 5 %.

Variations imprévisibles :

Si des variations importantes et imprévisibles sont susceptibles de modifier de façon substantielle l'économie du marché, le titulaire doit en informer le pouvoir adjudicateur sans délai accompagné des pièces justificatives de l'évolution du cours officiel de la prestation concernée et de la décomposition exacte du prix de revient.

Dans tous les cas, aucune modification de prix ne peut intervenir sans une validation expresse du pouvoir adjudicateur de l'accord cadre.

9.3 - Réfaction

Conformément aux dispositions de l'article 25.3 du C.C.A.G-FCS, lorsqu'une prestation aura été effectuée de manière défectueuse, il y aura lieu d'appliquer une réfaction sur les prix correspondants, qui consiste en une réduction du prix proportionnellement à l'importance des imperfections constatées.

Afin d'appliquer la réfaction, une fiche de non-conformité des prestations doit être établie par le représentant du site concerné en indiquant précisément l'inadéquation des prestations effectuées avec le bon de commande émis.

Les décisions de réfaction seront motivées par la personne représentant le pouvoir adjudicateur par un courriel envoyé avec accusé de réception au titulaire. Ces décisions ne peuvent être prises qu'après que le titulaire ou son représentant ait été entendu.

ARTICLE 10- PAIEMENT DE L'ACCORD-CADRE

10.1 - Mode de facturation

La facturation est établie sur la base du service fait. Le règlement nécessite la présentation d'une facture détaillée au Crous de Strasbourg par le titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article L2192-1 du Code de la Commande Publique, le titulaire du marché transmet sa demande de paiement sous forme de facture électronique.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation Chorus Pro accessible à l'URL suivant :

<https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr>

Sur le portail de facturation Chorus Pro, veuillez saisir le n° de Siret du Crous : 186 706 446 00017 ainsi que le code service suivant, en fonction du service émetteur du bon de commande :

| Service Emetteur | N° service CHORUS |
|--|--------------------------|
| Services centraux du Crous de Strasbourg | 1001 |

Conformément aux dispositions de l'article D2192-2 du Code de la Commande Publique, les factures électroniques comportent les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas de numéro d'identité, un arrêté du ministre chargé du budget fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

L'utilisation du portail de facturation mentionné ci-dessus est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les factures émises par le titulaire devront obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- Nom et adresse du titulaire de l'accord-cadre,
- Numéro de son compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- Numéro de l'accord-cadre : **25 004** et le numéro du lot,
- La date et le numéro du bon de commande y afférent,
- La date d'intervention,
- Le nom et l'adresse du site concerné,
- La désignation des prestations et la quantité de prestations effectuées,
- Le montant des prestations exécutées hors T.V.A.,
- Le taux et le montant de la T.V.A.,

- Le montant total T.T.C. des prestations exécutées soit T.V.A. incluse.

Le titulaire devra facturer chaque unité de gestion séparément, même si deux unités de gestion sont situées sur un même site.

Cette information sera précisée lors de la réunion de cadrage avec le titulaire.

10.2 - Délais de règlement

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la Commande Publique, le délai de règlement ne peut excéder 30 jours. Le mode de règlement est le virement à 30 jours, après réception de la facture et sur la base du service fait.

Conformément à l'article R2192-27 du Code de la Commande Publique : «Lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par le pouvoir adjudicateur.»

Le titulaire de l'accord-cadre sera ainsi informé de la suspension du délai de paiement de sa facture par le gestionnaire et des raisons de cette suspension par mail.

10.3 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant, qui commencent à courir le lendemain de l'expiration du délai de paiement et jusqu'à la date de mise en paiement incluse.

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la Commande Publique il est fait application du taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne (BCE) augmenté de huit points, et ce quelles que soient par ailleurs les stipulations de l'accord-cadre.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire de l'accord-cadre ou le sous-traitant, en plus du bénéfice d'intérêts moratoires, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement, montant forfaitaire dû dès le 1er jour de retard, qui s'ajoute systématiquement aux pénalités de retard, mais qui n'est pas inclus dans la base de calcul des intérêts moratoires.

ARTICLE 11 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

11.1 - Condition

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.- F.C.S. le Crous de Strasbourg peut décider, en cas de non-exécution des engagements du titulaire de l'accord-cadre :

- Ajournements répétés (plus de 3) des interventions sans justification d'aléas météorologiques,
- Retards récurrents dans les délais d'intervention (plus de 3 retards),
- Prestations non effectuées selon la demande,
- Non remise répétée des fiches d'intervention ,

Le pouvoir adjudicateur, après mise en demeure par mail avec accusé de réception, fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations de l'accord-cadre.

11.2 - Substitution

S'il n'est pas possible au Crous de Strasbourg de se procurer dans les conditions qui lui conviennent, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue au marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques. L'augmentation des dépenses, par rapport au prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à sa charge.

La diminution des dépenses ne lui profite pas.

En cas de différence de prix au détriment du Crous de Strasbourg, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire de l'accord-cadre et automatiquement déduite de sa prochaine facture.

ARTICLE 12 – PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le titulaire de l'accord-cadre veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Dans le cadre de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques (ou phytosanitaires), le titulaire est réputé respecter la réglementation en vigueur.

Il doit pouvoir justifier de l'agrément correspondant, à la demande du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire de l'accord-cadre doit pouvoir garantir une gestion des déchets parfaitement conforme à la réglementation.

ARTICLE 13 – AVANCE/ ACOMPTE

Conformément aux dispositions de l'article R2191-3 et R2191-16 du Code de la Commande Publique, une avance peut être accordée au titulaire dès lors que le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Conformément aux dispositions des articles R2191-7 et R2191-10 du Code de la commande Publique, le taux de l'avance est fixé, pour l'exécution du présent marché, à 5%.

Néanmoins conformément à l'article R2191-7 du Code de la commande publique, le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R2151-13 du Code de la commande publique.

Cette avance est calculée sur la base du montant du marché diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous – traitants et donnant lieu à paiement direct.

Conformément à l'article R2191-5 du Code de la Commande Publique, le titulaire peut refuser le versement de l'avance. Pour ce faire, il doit mentionner dans la partie B4 de l'acte d'engagement (formulaire ATTRI1) qu'il renonce au bénéfice de cette dernière.

En outre, si la partie B4 de l'acte d'engagement (formulaire ATTRI1) dédiée à l'octroi de l'avance n'est pas dûment complétée, le soumissionnaire est présumé avoir renoncé au bénéfice de l'avance.

Concernant la demande d'acomptes, il sera fait application des articles R2191-20 à R2191-22 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 14 – MODIFICATION ET CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la Commande Publique concernant la clause de réexamen, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier en cours d'exécution du marché avec le titulaire du lot concerné des modifications.

14.1 – Evolution du périmètre

L'ajout ou le retrait de sites ou d'équipements peuvent être réalisés quel qu'en soit le montant, dès lors que les prestations prévues par le présent accord-cadre sont mises en œuvre.

Les sites peuvent être sujet à modifications, suite notamment à fermeture totale ou partielle, substitution, adjonction, éventuellement départ et arrivée de nouveaux ordonnateurs.

Le titulaire est tenu de proposer des prix conformes aux prix de l'accord-cadre. Le titulaire dispose d'un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de la transmission de la demande, pour communiquer son chiffrage. Si le pouvoir adjudicateur estime que la nouvelle offre n'est pas conforme aux conditions initiales des offres qui ont permis au titulaire d'être retenu, il dispose de la possibilité de demander une nouvelle offre. Le titulaire doit formuler une nouvelle offre conformément aux prix de l'accord-cadre et dans d'un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

L'offre du titulaire donnera alors lieu à la rédaction d'un avenant par le service achats et marchés du Crous de Strasbourg. Ainsi, toutes les modifications prévues par la présente clause se feront par la voie d'avenant signé par les parties.

14.2 – Evolution des prestations

Le pouvoir adjudicateur peut demander au titulaire d'apporter des modifications aux prestations prévues à l'accord-cadre, ou d'en ajouter de nouvelles, en vue de leur amélioration ou de leur adaptation aux besoins. Le pouvoir adjudicateur peut aussi décider le retrait de prestations devenues non nécessaires.

Le pouvoir adjudicateur transmet au titulaire sa demande en précisant la date d'effet et le titulaire est tenu de proposer des prix conformes aux prix de l'accord-cadre. Le titulaire dispose d'un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de la transmission de la fiche de recensement des besoins modifiée, pour communiquer son chiffrage.

L'offre du titulaire donnera alors lieu à la rédaction d'un avenant par le service achats et marchés du Crous de Strasbourg. Ainsi, toutes les modifications prévues par la présente clause se feront par la voie d'avenant signé par les parties.

ARTICLE 15 – PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S., les pénalités suivantes seront appliquées :

| | |
|--|---|
| 1. Pénalités liées à l'exécution de l'accord-cadre | |
| Non transmission de la fiche d'intervention, de devis, de livrables ou tout autre document prévu au présent accord-cadre | 50€ Par jour ouvré de retard |
| Non présentation du titulaire à la date de prestation convenue, sans prévenir le service bénéficiaire | 100€ Par constat |
| Non transmission de l'intégralité des éléments relevant de la revue semestrielle d'activité | 100€ Par jour ouvré de retard |
| Présentation du titulaire et réalisation des prestations sans avoir respecté le délai de prévenance de 48h minimum | 100€ Par constat |
| Non réalisation des réunions préparatoires avant le début d'exécution des prestations, comme prévu à l'article 2.1 du CCTP | 200€ Par absence |
| Non-respect des engagements du titulaire dans son mémoire technique | 150€ Par constat |
| Non transmission du plan de gestion différenciée à remettre pour chaque site | 200€ Par site |
| Non transmission d'éléments liés à la mise en place d'un avenant | 50€ Par jour ouvré de retard |
| Non-respect des engagements d'insertion | 50€ Par heure d'insertion non effectuée |
| Non transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion | 80€ Par jour ouvré de retard |
| 2. Pénalités liées aux formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail | |
| Non-respect constaté des formalités *Le montant de cette pénalité ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5. En cas d'absence de régularisation, l'accord-cadre peut être rompu, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire | 100€ Par non-respect constaté |
| Non transmission tous les six mois, à compter de la notification et jusqu'à la fin de l'exécution, des pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail à l'adresse suivante : https://www.e-attestations.com | 50€ Par non-respect constaté |
| 3. Pénalités liées à la sous-traitance | |
| Non déclaration de sous-traitance ou constatation de sous-traitance n'ayant donc pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement. | 200€ Par non-respect constaté |

Chaque pénalité est notifiée au titulaire de l'accord-cadre, qui disposera d'un délai de 10 jours à compter de la notification pour émettre des observations. Le délai des 10 jours passé, le pouvoir adjudicateur considère que le titulaire de l'accord-cadre accepte les pénalités sans réserves.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 16 – PERTE D'EXCLUSIVITE

Le service bénéficiaire peut recourir à un tiers pour des prestations objet de l'accord-cadre dans les cas suivants et pour les prestations concernées sans que le titulaire ne puisse solliciter une quelconque indemnisation :

- En cas d'urgence nécessitant une réponse rapide que le titulaire ne peut fournir dans les délais requis ;
- Si le titulaire n'a pas la capacité de répondre à une demande importante ou trop spécifique.
- Si les modalités d'élaboration des devis ne sont pas respectées (respect des prix au BPU, délai d'établissement du devis...) ;
- Si les délais d'exécution contractuels sont dépassés ;
- Si les prestations du titulaire sont jugées insatisfaisantes et après mise en demeure restée sans effet ;
- Si le service bénéficiaire a appliqué à trois reprises des pénalités au titulaire résultant de la non-conformité des prestations sur une année glissante, le service peut recourir aux services d'un tiers pour une durée de 3 mois. Durant cette période le titulaire doit présenter les actions mises en œuvre pour garantir la qualité des prestations.

Ces dispositions ne modifient en rien les engagements de performance, de qualité et de délais convenus dans le présent accord-cadre.

ARTICLE 17 – CESSION DE CREANCE ET NANTISSEMENT

Conformément à l'article L2191-8 du Code de la Commande publique, le titulaire d'un marché peut céder la créance qu'il détient sur l'acheteur à un établissement de crédit ou à un autre cessionnaire.

Le titulaire d'un marché peut nantir la créance qu'il détient sur l'acheteur auprès d'un établissement de crédit ou d'un autre créancier.

Pour toute cession de créance ou nantissement, il sera fait application des dispositions des articles R2191-45 à R2191-63 du Code de la Commande publique.

ARTICLE 18 – ASSURANCE - RESPONSABILITES

18.1 - Assurance

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile en cas de dommage occasionné par l'exécution du contrat.

Par dérogation à l'article 9.2 du C.C.A.G-F.C.S, il doit justifier dans un délai de huit jours à compter de la notification du marché et avant le début d'exécution du marché qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance en fournissant une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de huit jours à compter de la réception de la demande.

18.2 – Responsabilités

Le titulaire de l'accord-cadre assume la direction et la responsabilité de l'exécution des interventions. En conséquence, il est le seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement :

- A son personnel ou à des tiers,
- A ses biens et à ceux appartenant au Crous de Strasbourg ou à des tiers.

De plus, à la suite de toute intervention, les frais de réparation de toute dégradation de biens mobiliers ou immobiliers sont à la charge du titulaire.

ARTICLE 19 - RESILIATION – LITIGE

19.1 - Résiliation

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-F.C.S. s'appliquent.

Le pouvoir adjudicateur fait parvenir au titulaire concerné, une mise en demeure assorti d'un délai d'exécution et l'invitant à présenter ses observations. A l'issue de ce délai, le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre, en cas de mise en demeure restée infructueuse ou si les observations ne lui paraissent pas satisfaisantes. Dans ce dernier cas de figure, la résiliation de l'accord-cadre est motivée. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation d'un lot de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande si celui-ci est notifié avant la date d'effet de cette décision. Le titulaire du bon de commande est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations commandées.

19.2 - Litige

Conformément à l'article 37 du C.C.A.G-F.C.S, le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Les parties disposent donc de plusieurs modes de règlement amiable : médiation, intervention des comités de règlement amiable des différends, conciliation, transaction, arbitrage.

Cependant, si aucune solution amiable n'a été trouvée par les parties et que le différend persiste, le tribunal administratif de Strasbourg est seul compétent pour tout litige survenant à l'occasion du présent marché.

ARTICLE 20 – OBLIGATION DES PARTIES

20.1 – Obligations du titulaire

20.1.1 – Obligation d'information et de conseil

Le titulaire est tenu de signaler tous les éléments (dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels etc) qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations. Il notifie au pouvoir adjudicateur sans délai tout changement survenant en cours d'exécution notamment relatif à sa raison sociale, dénomination, adresse, représentants etc.

Le titulaire est soumis à une obligation permanente de conseil (ou d'alerte), ce devoir est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai au pouvoir adjudicateur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

20.1.2 – Obligation de confidentialité

Conformément à l'article 5 du C.C.A.G-F.C.S, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à les connaître.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Sur demande, le titulaire retourne les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

20.1.3 – Règlements intérieurs

Le personnel du titulaire et celui de ses éventuels sous-traitants, reconnaissent avoir pris connaissance des règlements intérieurs, dispositions de fonctionnement et consignes de sécurité des différents lieux d'exécution des prestations et sont tenus d'observer ces dispositions et les prescriptions qui en découlent, ainsi que leurs éventuelles évolutions en cours de marché.

20.1.4 – Responsabilités du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges (délais, prix et les niveaux de qualité prévus).

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché, mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

Le titulaire est notamment tenu de :

- Fournir et respecter un planning prévisionnel d'intervention annuel ;
- Exécuter les prestations contractuelles sous sa responsabilité exclusive et dans les conditions optimales de sécurité, de confort et d'économie ;
- Respecter les modalités et délais d'intervention ;

- Mettre à disposition du personnel ayant compétences pour intervenir et disposant de toutes les qualifications et habilitations nécessaires à l'exécution des prestations ;
- Assurer sous sa responsabilité l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes et l'efficacité du personnel dont il est responsable ;
- Se conformer à toutes les obligations définies par la législation, les normes et règles de l'art ;
- Fournir et mettre en œuvre du matériel conforme aux réglementations et normes en vigueur ;
- N'apporter aucune modification aux installations sans l'accord du service bénéficiaire ;
- Restituer en fin de marché l'ensemble des documents d'exploitation réalisés ;
- Restituer les installations et locaux en bon état de propreté, d'entretien et de fonctionnement à l'expiration du marché, compte tenu de la vétusté résultant d'un usage normal des installations ;
- Tenir à jour les divers documents constatant la réalisation des tâches.

20.2 – Obligations du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur s'engage dans la mesure du possible et selon ses contraintes à :

- mettre à disposition du titulaire tous les documents, plans, schémas et notice techniques dont il dispose ;
- laisser libre accès au personnel du titulaire pour effectuer les prestations ;
- informer le personnel du titulaire se trouvant dans ses locaux de l'ensemble des réglementations internes ;
- assurer à ses frais toutes les prestations et fournitures non-comprises dans le présent marché et nécessaires à la bonne marche des installations ;
- identifier les risques découlant d'une indisponibilité des équipements objet de l'accord-cadre.

ARTICLE 21 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent document déroge partiellement ou totalement aux articles du C.C.A.G de référence, listés ci-dessous :

L'article 6.1 du présent C.C.A.P. déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G.-F.C.S concernant l'ordre de priorité des pièces contractuelles ;

L'article 8 du présent C.C.A.P déroge à l'article 23.1 du C.C.A.G.-F.C.S concernant le déroulement des opérations de vérifications ;

L'article 15 du présent C.C.A.P déroge à l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S concernant les pénalités ;

L'article 18.1 du présent C.C.A.P déroge à l'article 9.2 du C.C.A.G.-F.C.S concernant le délai maximal imposé au titulaire pour fournir son attestation d'assurance.